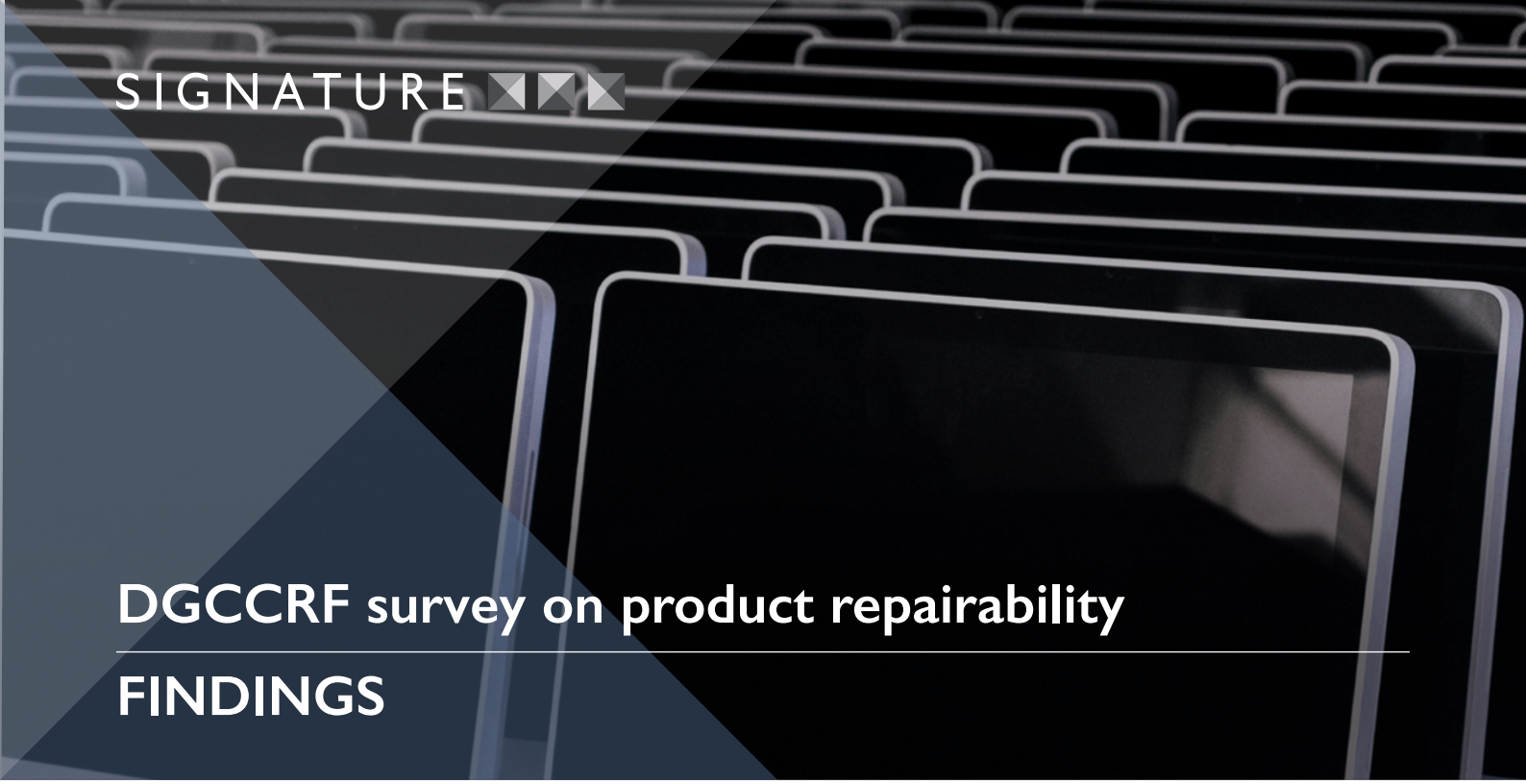


DGCCRF survey on product repairability

FINDINGS

The DGCCRF (Directorate General for Competition, Consumer Affairs and Fraud Control) is notably in charge of conducting investigations, during which it controls the compliance of products and claims regarding products placed on the French market. Its aim is to guarantee the safety of consumers and that they are provided with clear, precise, and accurate information.

In 2022, the DGCCRF decided to conduct a national survey on the compliance of repairability indices emphasised by manufacturers and distributors. It published the findings of this survey on its website on 20 March 2024.

Below are the key points that need to be borne in mind in our opinion:

- **Product categories concerned**: Front-loading washing machines, laptops, smartphones, televisions, and electric lawnmowers.
- **Controlled appliance models**: More than 14,000 models of household appliances were checked.
- **Majority of non-compliant establishments**: Out of 523 establishments inspected, 65% (i.e., 341 establishments) would not comply with the rules regarding the repairability index, in particular the provision of the calculation methods.
- **Location of detected anomalies**: The lack of provision of calculation parameters accounted for 73% of anomalies for physical stores and 52% for e-commerce websites.

What is the most common anomaly?

> *"The most common anomaly was the fact that the index calculation parameters, which ensure its reliability, were not available. Ignorance of the regulations, priority given to the display on shelves rather than to informing customers, negligence...".*

Manufacturers must hence make their durability calculations more transparent by providing consumers with more details on:

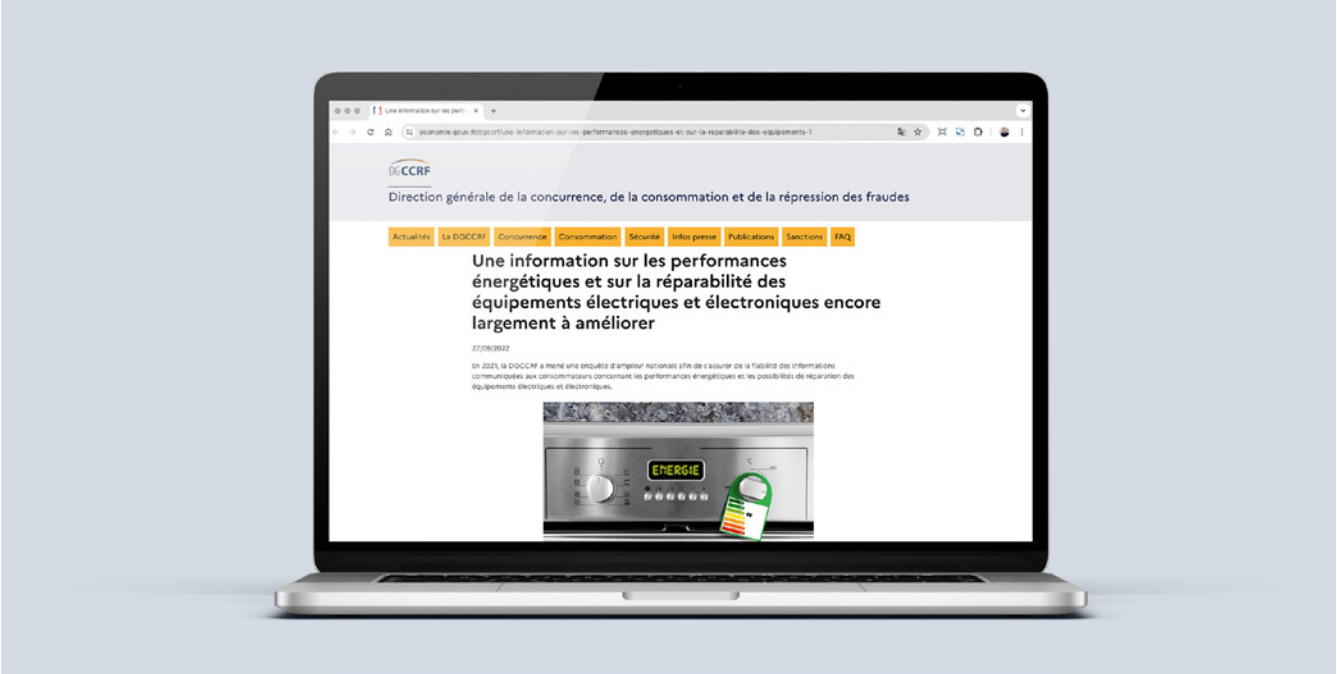
- the parameters for index calculation
- robustness and reliability of the product
- period of availability and price of spare parts
- ease of disassembly
- necessary tools
- all of this, in relation to the price of a new product







LONDON PARIS GIBRALTAR



Manufacturers are also required to ensure that all their commercial partners, including distributors, are well-informed on the regulations regarding the repairability index.

This information is critical for manufacturers in order to ensure compliance with the regulations and avoid potential penalties. It is also important to note that the repairability index will evolve into a durability index.

This point is widely controlled by the DGCCRF. Indeed, in September 2022, following a survey conducted in 2021, the DGCCRF already indicated that it considered that too many non-conformities were on the market. We can therefore expect further regular controls.



Sylvie Gallage-Alwis

Partner

sylvie.gallage-alwis@signaturelitigation.com

LONDON
Signature Litigation LLP
138 Fetter Lane
London EC4A 1BT
+44 (0)20 3818 3500

PARIS
Signature Litigation AARPI
49/51 avenue George V
75008 Paris
+33 (0)1 70 75 58 00

GIBRALTAR
Signature Litigation (Gibraltar) Ltd
7 Governor's Street
Gibraltar GX11 1AA
+350 200 10 900

SIGNATURE



Enquête de la DGCCRF sur la réparabilité des produits

Les résultats

La DGCCRF (Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes) a comme mission de notamment mener des enquêtes au cours desquelles elle contrôle la conformité des produits et des allégations relatives aux produits mis sur le marché français. Son objectif est de garantir la sécurité des consommateurs et qu'une information claire, précise et exacte leur soit fournie.

En 2022, la DGCCRF a décidé de mener une enquête nationale sur la conformité des indices de réparabilité mis en exergue par les fabricants et les distributeurs. Elle a publié le résultat de cette enquête sur son site Internet le 20 mars 2024.

Voici ce qu'il faut retenir selon nous de cette enquête :

- **Catégories de produits concernés** : Les lave-linges ménagers à chargement frontal, les ordinateurs portables, les téléphones mobiles multifonctions, les téléviseurs, et les tondeuses à gazon électriques.
- **Modèles d'appareils contrôlés** : Plus de 14.000 modèles d'appareils électroménagers ont été vérifiés.
- **Majorité d'établissements non conformes** : Sur 523 établissements contrôlés, 65 % (donc 341 établissements) ne respecteraient pas les règles de l'indice de réparabilité, notamment la mise à disposition des modes de calcul.
- **Lieu des anomalies constatées : L**'absence de mise à disposition des paramètres de calcul représentait 73 % des anomalies pour les magasins physiques et 52 % pour les sites de vente en ligne.

Quelle est l'anomalie la plus constatée ?

> *« L'absence de mise à disposition des paramètres de calcul de l'indice, qui garantit sa fiabilité, a été l'anomalie la plus répandue. Méconnaissance de la réglementation, priorité donnée à la présentation en rayon plutôt qu'à la bonne information des clients, négligences… »*

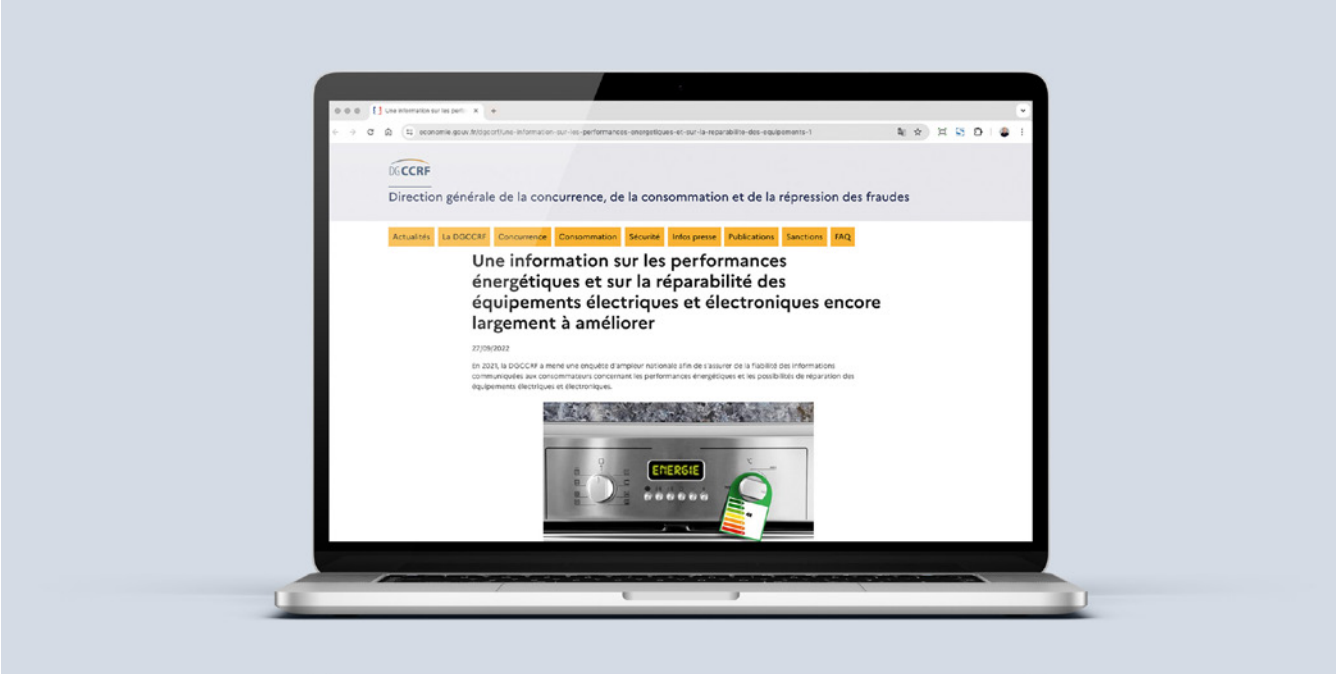
Les fabricants sont donc amenés à revoir la transparence des calculs de durabilité qu'ils font en mettant à disposition du consommateur plus de détails sur :

- les paramètres de calcul de l'indice
- la robustesse et la fiabilité des produits
- la durée de disponibilité et le prix des pièces détachées
- la facilité de démontage
- les outils nécessaires
- tout ceci, rapporté au prix du produit neuf





LONDON PARIS GIBRALTAR



Les fabricants sont aussi appelés à s'assurer que tous leurs partenaires commerciaux, y compris les distributeurs, sont bien informés sur la réglementation relative à l'indice de réparabilité.

Ces informations sont cruciales pour les fabricants afin de s'assurer de la conformité avec la réglementation et d'éviter les sanctions potentielles. Il est également important de noter que l'indice de réparabilité évoluera vers un indice de durabilité.

Il s'agit en effet d'un point très contrôlé par la DGCCRF qui en septembre 2022, à la suite d'une enquête menée en 2021, indiquait déjà qu'elle estimait qu'il existait trop de non-conformités sur le marché. On peut donc s'attendre à de nouveaux contrôles réguliers.



Sylvie Gallage-Alwis
Associée

sylvie.gallage-alwis@signaturelitigation.com